

## Déclaration de la FSU 47 au CTSD réuni le 6 septembre 2021



Pas de Passe ? Pas de sorties, pas de vie sociale. Nos piliers républicains, Liberté, Egalité, Fraternité sont mis à mal, là où au contraire, face à la pandémie, il faudrait convaincre, fédérer, protéger, déployer des politiques publiques ambitieuses et agir pour plus de solidarités.

Pourtant, le gouvernement avait assuré il y a peu que le passe sanitaire ne s'imposerait pas dans la vie du quotidien.

Mais c'est une société du contrôle permanent que Macron entend imposer, forçant nombre de professions à faire la police sous menace d'amendes. Cette pression constante et ce contrôle généralisé profondément discriminant sont socialement insupportables et engendrent de profondes tensions et divisions au sein de la population.

Pendant ce temps, la politique néolibérale Macroniste n'en finit pas de creuser les inégalités, concentrant toujours plus le pouvoir financier entre les mains des plus riches (en France, les 500 premières fortunes françaises ont empoché 300 milliards de plus en 2020, ce qui leur fait détenir 47% du PIB, contre 6% il y a 25 ans. S'il avait suivi le même rythme, le SMIC aurait augmenté de 30% !).

Parallèlement, le rouleau-compresseur libéral continue sa marche afin de briser les systèmes de solidarités existants et les dépecer au profit d'intérêts privés.

La politique de casse sociale reste d'actualité : nos retraites et notre protection sociale, l'indemnisation des chômeuses et chômeurs, nos services publics... sont des cibles récurrentes pour ce gouvernement.

Pas plus tard que vendredi à Marseille, notre royal président, plutôt que de proposer des moyens supplémentaires pour améliorer la situation particulièrement préoccupante des écoles de la ville, n'a rien trouvé de mieux que de dénigrer le travail des employé·es territoriaux et des enseignant·es : ces propos sont particulièrement insultants envers les personnels qui, depuis longtemps, se débattent dans des écoles où les conditions de travail sont extrêmement pénibles, et pour certaines, indignes. Pour enfoncer le clou, notre "petit" prince a annoncé qu'à la rentrée 2022, débiterait une expérimentation où les directeur·trices pourraient choisir leurs adjoint·es ! Sommet de la provocation, quand on sait que la profession rejette très majoritairement le statut de directeur d'école. Il faut être particulièrement cynique pour imaginer pouvoir faire oublier les rats qui courent dans les couloirs et les fissures au-dessus de la tête des élèves en ressortant une énième resucée de ce nuisible statut de directeur.

En cherchant à substituer aux mutations régies par des règles connues de toutes/tous un recrutement sur profil, il ouvre ainsi la porte à l'opacité et au clientélisme. Les écoles n'ont pas besoin d'un nouveau modèle managérial qui met à mal le service public d'éducation et

dénature les relations entre les personnels, elles ont besoin de moyens pour fonctionner correctement et d'enseignant-es en nombre suffisant, reconnu-es et valorisé-es socialement ! Les moyens justement, notre département en manque cruellement. Faute de postes en nombre suffisant, les élèves et leurs enseignant-es vont connaître une nouvelle fois une année chaotique : pas assez de remplaçant-es, pas assez de postes dans les RASED, alors même que les effets négatifs des confinements successifs auraient nécessité la mise en place de dispositifs d'aides aux élèves les plus fragiles.

De même, dans certaines écoles du département, les effectifs sont particulièrement élevés en cette rentrée, notamment dans les classes à plusieurs niveaux, notamment dans quelques écoles rurales.

Depuis son arrivée au pouvoir, ce gouvernement reprend inlassablement les mêmes stratégies, fondées sur son mépris envers toutes et tous.

User de coercition et de pression sans développer tous les outils d'une politique de prévention et de protection est inefficace, engendre l'inverse de l'objectif recherché, provoque incompréhension, mécontentement, défiance et tensions.

Profiter en outre de la situation pour mener à bien des réformes régressives, anti sociales et faire payer la crise aux travailleurs et aux travailleuses n'est pas acceptable. La crise a, au contraire montré le besoin de protections collectives et d'investissements supplémentaires dans les services publics.

Face à ces attaques la FSU appelle à se mobiliser pour défendre le service public d'éducation dès le 23 septembre ainsi que pour les droits sociaux et les libertés le 5 octobre.

Fidèle à ses engagements fondateurs, elle oeuvrera pour que l'arc le plus large possible se mette en place face à ces agressions sociales incessantes impulsées par le gouvernement et pour imposer des choix progressistes, les seuls possibles pour essayer de laisser un avenir humainement, socialement et écologiquement viable pour les nouvelles générations.